[Un Arrêté Royal](#) (art. 6, § 2, al. 2, de l'arrêté royal n°4), publié le 9 avril, précise les dispositions temporaires applicables en ce qui concerne la tenue des Conseils d'administration et des Assemblées générales qui doivent/auraient dû être convoquées ou se tenir pendant la période comprise entre le 1er mars et le 3 mai 2020 (cette date pouvant être reportée par le Roi si les mesures générales relatives au coronavirus devaient être prolongées).

Concernant les Assemblées générales

Report de l'AG

Le Conseil d'administration peut choisir de reporter l'Assemblée Générale ordinaire à une date ultérieure (même si elle a déjà été convoquée).

L'Arrêté Royal prévoit un **report de 10 semaines du délai légal** :

- pour la tenue de l'Assemblée générale ordinaire (en pratique, un délai de 10 semaines est ajouté à la période de 6 mois suivant la fin de l'exercice comptable endéans laquelle les comptes annuels doivent être approuvés ; si votre exercice se clôture le 31 décembre 2019, l'AG qui approuve les comptes doit se tenir avant le 8 septembre 2020).
- pour le dépôt des comptes annuels à la BNB (en pratique, un délai de 10 semaines est également ajouté à la période de 7 mois endéans laquelle les comptes approuvés doivent être déposés ; si votre exercice se clôture le 31 décembre 2019, les comptes approuvés devront être déposés pour le 9 octobre 2020 au plus tard).

Exceptions : ce report est interdit pour une AG ayant à son ordre du jour la procédure de sonnette d'alarme ou toute assemblée convoquée à la demande d'actionnaires représentant 10% des actions.

Tenue de l'AG

- Déroulement : l'AG peut être tenue par vidéoconférence ou conférence téléphonique. Les membres du bureau de l'AG et les Administrateurs et commissaires ainsi que les mandataires en vertu de procuration peuvent également assister par vidéoconférence ou conférence téléphonique.
- Vote :
 - Option 1 : vote par correspondance, via un formulaire mis à disposition par le Conseil d'Administration.
 - Option 2 : vote par procuration (le Conseil d'Administration peut imposer d'office le mandataire, moyennant respect des règles de conflit d'intérêt ; celui-ci ne pourra exercer le droit de vote que si les instructions de vote sont détaillées pour chaque point de l'ordre du jour).
 - Les documents peuvent être envoyés par tous moyens, y compris courriel avec scans ou photos des formulaires.
- Convocation : en fonction de l'option choisie, il y a donc lieu de joindre à la convocation un modèle de procuration (précisant les points soumis à délibération) ou un formulaire de vote par écrit, en invitant les actionnaires à les retourner 4 jours avant la date de la réunion.

Veillez noter qu'il s'agit d'un régime optionnel. Si une société choisit de ne pas y recourir, elle devra se conformer au régime qui lui est normalement applicable.